

# « La transition écologique a un coût qu'il ne faut pas se cacher »

**JEAN PISANI-FERRY** est professeur d'économie à Sciences Po et à l'Institut universitaire européen de Florence, et chercheur à l'Institut Bruegel.

**On a beaucoup parlé de la neutralité carbone à horizon 2050 dans la campagne, mais ne faut-il pas raisonner à un horizon plus court ?**

Il le faut, bien sûr. Tout ne se joue pas dans les trois prochaines années, mais on a oublié durant cette campagne que l'Union européenne s'est donné un objectif très ambitieux pour 2030. Débattre sur les places relatives du nucléaire et des renouvelables en 2040, c'est très bien mais cela ne répond pas à la question. Dans le même temps, l'Allemagne s'est donné pour but de transformer son système énergétique en moins de dix ans. Il a manqué dans cette campagne un sens de l'urgence et de la responsabilité.

**Une transition à marche forcée ne risque-t-elle pas d'avoir plus d'inconvénients que d'avantages ?**

Les inconvénients viennent surtout du flou dans les objectifs et des changements abrupts de trajectoire. Le Network for greening the financial system [réseau des banques centrales et des superviseurs pour le verdissement du système financier] l'a très bien montré. Le capitalisme sait s'adapter et il est en train d'en donner la preuve, mais il a besoin de clarté. C'est aux gouvernements qu'il revient d'en donner. Deux remarques à ce propos. Pour commencer, ne répétons pas avec la décarbonation les erreurs du

passé. Ce pays a une fâcheuse tendance à vouloir retarder les pendules. Est-ce qu'on se rappelle que nous avons successivement voulu bloquer les importations automobiles japonaises et organisé une spécialisation dans le diesel qui est devenue un handicap ? Quant à l'agriculture, la réticence de la majorité de la profession à embrasser le virage du bio ou le passage d'un élevage de masse à un accent sur la qualité est désespérante. En revanche, et c'est ma deuxième remarque, il faut être très lucides sur ce qu'implique cette transition. En France et ailleurs, on l'a souvent présentée comme un sentier parsemé de pétales de rose. On a promis des emplois et de la croissance. Mais la décarbonation exige d'investir plus et mieux pour produire la même quantité. C'est ce que les économistes appellent un choc d'offre négatif. Comme avec les chocs pétroliers, cela imposera de mettre du capital au rebut. Il y a un coût qu'il ne faut pas se cacher. Il n'est pas astronomique. Il est moindre par exemple que celui du vieillissement. C'est donc surmontable. Mais à condition de regarder la réalité en face.

**Quelle gouvernance faut-il mettre en place en France et en Europe pour réussir le pari ?**

Pour la France, la solution esquissée par Emmanuel Macron me paraît bonne. La transition va exiger un très gros effort de cohérence et de lisibilité de l'action publique. On a cru un temps que le prix du carbone épargnerait cet effort aux décideurs, que le marché le ferait à leur place. On se rend compte que c'était une illusion. Bien sûr, il faut un prix. Mais ce n'est pas le prix qui va régler les problèmes de coordination entre domaines et entre secteurs. La transition écologique sera une vraie révolution industrielle, mais une révolution pilotée parce que ce n'est pas le marché qui va donner l'impulsion. Comment la prendre en charge ? En Allemagne où l'interministériel n'existe pas, on a créé un ministère ad hoc. En France il faut s'appuyer sur ce qu'on sait faire, et confier cette coordination au Premier ministre. A charge pour lui de mettre en place les structures administratives requises. En Europe, le Green Deal va s'appuyer sur ce que l'Union sait faire : des normes, comme pour l'automobile ; un marché, celui des quotas ; et des financements. Ce qui reste à fixer, c'est si et comment les Etats pourront recourir à l'endettement pour les investissements nécessaires. Des propositions ont commencé à circuler. Il faut rapidement trancher.



SIPA PRESS

**Jean Pisani-Ferry** est professeur d'économie à Sciences Po.

Interview **Raphaël Legendre**

@LEGENRA